

et quelquefois la vie de votre semblable; vous jurez en votre âme et conscience de remplir dignement ce devoir; mais êtes-vous bien sûrs d'avoir fait tout ce que vous pouviez et deviez pour empêcher ce malheureux de venir échouer sur ce banc d'infamie? Lequel d'entre vous oserait l'affirmer après ce que je viens de vous révéler?

Eh bien, pour mon compte, plus j'étudie cette redoutable question et plus je suis convaincu du contraire.

A l'œuvre donc, mes chers concitoyens! C'est à la grande famille française qu'il appartient d'ouvrir ses bras pour recueillir et adopter ces 230,000 déshérités du sort!

Et j'espère bien qu'elle ne faillira pas à cette tâche. Moins que personne, je puis me bercer de dangereuses illusions; appelé à me rendre fréquemment dans nos prisons et surtout à la maison centrale, j'y constate la présence de criminels auxquels rien n'a manqué: famille, bons et honnêtes exemples, instruction; je n'espère donc point que le vide se fera dans nos maisons de détention. Beaucoup, trop, au gré de nos désirs, résisteront à nos efforts et à nos conseils, et continueront leur existence dépravée; devenus leurs juges, combien vous vous sentirez allégés, alors que vous saurez que tout a été tenté pour les ramener au bien. Convaincus que vous êtes bien dans le cas de légitime défense, et en face d'ennemis irréconciliables de la société, ce sera dans toute la liberté de votre conscience que vous accomplirez votre mandat; et si votre verdict entraîne l'éloignement perpétuel de ce coupable, ou si, plus terrible encore, il lui fait gravir les marches de l'échafaud pour expier quelque atroce forfait, alors vous aurez le droit absolu de prononcer à votre tour cette sentence de nos pères: « Laissez passer la justice de Dieu! »

L. CABANE.

RÈGLEMENT DES PRISONS DE COURTE PEINE

AFFECTÉES A L'EMPRISONNEMENT EN COMMUN

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 11 novembre 1885.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

L'importance qui s'attache aux questions et aux réformes pénitentiaires m'engage à soumettre à votre approbation le projet de règlement, mis à l'étude depuis trois années, sur le régime des prisons de courtes peines où l'emprisonnement est subi en commun. Ces établissements, désignés souvent sous le nom de prisons départementales, parce que les immeubles y affectés constituent, depuis 1811, la propriété des départements où ils sont situés, servent à usage de maisons d'arrêt, de justice et de correction, et sont, pour toute la France, au nombre de 382; j'ajoute que le chiffre moyen des entrées dans ces prisons dépasse 250,000 par an.

Il existe 15 prisons à peine où a pu être mis en pratique, conformément au vœu de la loi du 5 juin 1875, le régime proprement dit d'emprisonnement individuel.

L'emprisonnement en commun reste donc encore, en fait, le régime normal des détenus condamnés à subir même la plus courte peine.

Dans un grand nombre de ces prisons, loin de pouvoir effectuer la séparation individuelle, il est parfois impossible de séparer les catégories de détenus qu'il importerait le plus de ne pas confondre. La disposition des immeubles et l'installation matérielle des services ne mettent que trop souvent obstacle aux améliorations les plus urgentes; et l'état de la législation actuelle, que

certaines projets émanant de l'initiative parlementaire ou du Gouvernement avaient pour objet de modifier, ne permet pas d'obtenir des départements la transformation, même graduelle, des prisons les plus défectueuses.

Il peut sembler d'autant plus nécessaire d'atténuer les inconvénients du régime des prisons en commun par la réglementation et les progrès que l'expérience acquise et les besoins nouveaux font souhaiter.

Le règlement en vigueur jusqu'à ce jour est l'arrêté ministériel du 18 octobre 1841. Un projet de revision, examiné par le comité de MM. les inspecteurs généraux des services administratifs du Ministère de l'intérieur (section pénitentiaire), a été soumis par les soins de l'Administration au Conseil supérieur des prisons. Une commission, prise dans ce conseil pour étudier les diverses questions à résoudre, y a consacré vingt-cinq séances. Le texte définitif a été adopté par l'assemblée plénière en trois séances.

En rendant hommage au zèle assidu et à la haute compétence de ceux qui ont ainsi donné leur concours à une œuvre aussi considérable, je ne puis que conclure à l'adoption du projet tel qu'il est sorti de leurs délibérations.

D'après les vœux exprimés avec insistance par le Conseil supérieur, et conformément aux intentions arrêtées depuis longtemps, ce code spécial sera uniformément applicable, dans toutes ses parties, en France, à toutes les prisons de courtes peines où l'emprisonnement est subi en commun, y compris celles de Paris où des mesures ont été prises pour rendre possible le fonctionnement de certains services organisés précédemment dans les départements. Ainsi se trouveront réalisés, en même temps que d'utiles améliorations, l'égalité de situation entre les détenus appartenant aux mêmes catégories pénales et l'unité de régime dans tous les établissements pénitentiaires de même ordre.

Si vous voulez bien adopter mes conclusions, j'ai l'honneur de vous demander de revêtir de votre approbation le présent rapport et de votre signature le projet de décret ci-joint.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le Ministre de l'Intérieur,
H. ALLAIN-TAROT.

Le Président de la République française,
Sur le rapport du ministre de l'intérieur,
Vu l'arrêté ministériel du 30 octobre 1841;
Vu l'avis du Conseil supérieur des Prisons;
Décrète :

CHAPITRE PREMIER

ATTRIBUTIONS ET OBLIGATIONS DU PERSONNEL D'ADMINISTRATION ET DE SURVEILLANCE

Composition du personnel.

ARTICLE PREMIER. — Le personnel préposé aux divers services dans les maisons d'arrêt, de justice et de correction est déterminé, pour chaque établissement, par le ministre de l'intérieur, d'après les dispositions générales fixant le recrutement, les attributions et le traitement des fonctionnaires, employés et agents de l'administration pénitentiaire, ainsi que de toutes personnes attachées à un de ces services.

Attributions et devoirs du directeur de circonscription pénitentiaire.

ART. 2. — Le directeur administre, sous l'autorité du préfet, les établissements composant sa circonscription.

Il est appelé à donner son avis ou à présenter des propositions au préfet sur les détails du régime et de l'administration des diverses prisons.

Il dirige toutes les parties du service, tous les employés lui sont subordonnés et lui doivent obéissance.

Il est spécialement chargé :

1° D'assurer l'exécution des règlements et instructions ministérielles;

2° De préparer les budgets ainsi que les marchés et cahiers des charges et les tarifs de prix de main-d'œuvre, — de contrôler les opérations de dépenses et de recettes, d'en vérifier le règlement ainsi que la liquidation, — de vérifier la comptabilité, espèces et matières;

3° De contrôler l'exécution des marchés de fournitures;

4° De surveiller tout ce qui concerne les travaux industriels;

5° De veiller à l'exacte observation des mesures d'ordre et de police intérieure;

Deux fois par an, au moins, il doit se rendre dans chacune des prisons de sa circonscription pour y vérifier l'état des divers services au point de vue de la situation morale et matérielle et de l'amendement des détenus. A la suite de chaque tournée, il rend compte au préfet de ses observations par un rapport qui est ensuite transmis au ministre.

La vérification du directeur doit toujours être constatée par un visa sur les différents registres d'écrou et autres; il doit consigner ses instructions sur le carnet d'ordres de service.

ART. 3. — Le directeur est personnellement chargé de tenir les registres suivants :

1° Un registre d'arrivée et de départ de la correspondance administrative;

2° Un registre matricule et par compte ouvert à chaque agent, conforme au modèle réglementaire;

3° Un registre des récompenses et des punitions concernant chacun des fonctionnaires employés ou gardiens de sa circonscription;

4° Un registre d'inventaire des objets mobilières appartenant à l'État.

Dans la prison qu'il dirige personnellement, il est responsable de la valeur desdits objets, lorsqu'ils n'ont pas été pris en charge par l'entrepreneur.

Fonctions du gardien chef.

ART. 4. — Le gardien-chef est chargé sous l'autorité du directeur de la circonscription et sous le contrôle des préfet et sous-préfets, sans préjudice des dispositions de l'article 614 du code d'instruction criminelle et des droits conférés aux commissions de surveillance :

1° D'assurer la garde des prisonniers, le maintien du bon ordre et de la discipline, l'exécution du service de propreté dans toutes les parties de la maison;

2° De veiller à l'observation des clauses et conditions du cahier des charges et à l'exacte application des tarifs de main-d'œuvre;

3° De tenir les diverses écritures mentionnées à l'article ci-après;

4° De diriger tous les détails du service de l'établissement.

Registres et écritures.

ART. 5. — Le gardien-chef tient les registres d'écrou prescrits par le code d'instruction criminelle, savoir :

Un pour la maison d'arrêt;

Un pour la maison de justice;

Un pour la maison de correction;

Ces registres sont tenus conformément aux instructions ministérielles des 26 août 1831 et 4 janvier 1832.

Les gardiens-chefs tiennent, en outre, s'il y a lieu, des registres d'écrou séparés, savoir :

Un regisistre pour les détenus pour dettes et pour ceux mentionnés en l'article 455 du code de commerce (1);

Un pour les passagers civils et militaires;

Un pour les condamnés en matière de simple police;

Un pour les marins dans les chefs-lieux d'arrondissement maritime.

Le gardien-chef est aussi chargé de la tenue des écritures dont la nomenclature suit :

1° Registres d'ordre et d'administration proprement dits, à savoir : registre du contrôle nominatif de la population pour les détenus des deux sexes; registre du contrôle numérique; registre des rapports journaliers au directeur; registre des libérations par mois; registre pour l'inscription des punitions; registre de la correspondance des détenus avec les autorités administratives et judiciaires; état de situation des magasins de vestiaire, lingerie et literie: carnet d'inscription des ordres de service et circulaires; et, en général, tous états quotidiens, hebdomadaires, mensuels ou autres dont la tenue est prescrite par les instructions ministérielles;

2° Registres et écritures concernant la comptabilité des fonds appartenant aux détenus, conformément aux règlements spéciaux.

(1) « Par le jugement qui déclarera la faillite, le tribunal ordonnera l'aposition des scellés et le dépôt de la personne du failli dans la maison d'arrêt pour dettes, ou la garde de sa personne par un officier de police ou de justice, ou par un gendarme.

» Néanmoins, si le juge-commissaire estime que l'actif du failli peut être inventorié en un seul jour, il ne sera point apposé de scellés, et il devra être immédiatement procédé à l'inventaire.

» Il ne pourra, en cet état, être reçu, contre le failli, d'écrou ou recommandation pour aucune espèce de dettes. »

Tous les registres d'écrou et autres, que le gardien-chef est chargé de tenir, sont établis sur un modèle uniforme et suivant les formules et le mode de procéder qui auront été arrêtés par l'administration centrale.

Caisse. — Dépôt des sommes appartenant aux détenus.

ART. 6. — Dans les maisons où il n'y a pas d'agent comptable chargé spécialement de tenir la caisse, les fonds appartenant aux détenus restent déposés entre les mains du gardien-chef jusqu'à concurrence des sommes maxima fixées par les instructions particulières sur la comptabilité du pécule.

L'excédent desdites sommes, lorsqu'il est supérieur à 100 francs, est versé à la recette des finances et il en est passé écriture conformément aux règles prescrites par la circulaire du 16 avril 1860.

Attributions du gardien, Commis-greffier. — Responsabilité exclusive du gardien-chef.

ART. 7. — Le gardien commis-greffier concourt avec le gardien-chef à la tenue des écritures du greffe et de la comptabilité. Toutefois, les actes d'écrou et les reçus de fonds appartenant aux détenus doivent toujours être signés par le gardien-chef.

Le gardien-chef est seul responsable de la gestion de la caisse dans les termes mentionnés à l'article 7, ainsi que des objets mobiliers qui n'ont pas été pris en charge par l'entrepreneur des services économiques, dans les prisons qui ne sont pas placées sous les ordres immédiats du directeur.

Famille et logement du gardien-chef.

ART. 8. — Le gardien-chef est toujours logé dans la prison.

Dans aucun cas et sous aucun prétexte, il ne peut recevoir les détenus dans son logement. Aucune personne de sa famille ne pourra pénétrer dans les cours, préaux, ateliers, infirmeries, dortoirs et autres lieux occupés par les détenus, sauf le cas prévu, en ce qui concerne sa femme, par l'article 15 du présent règlement.

Détenus à transférer.

ART. 9. — Le gardien-chef est tenu, à quelque heure du jour ou de la nuit que ce soit, de remettre sans le moindre retard aux agents des transports cellulaires les condamnés désignés pour être transférés, les libérés destinés aux dépôts de men-

dicité, les expulsés devant être reconduits à la frontière, les jeunes détenus à destination des établissements d'éducation correctionnelle. Il remettra en même temps à ces agents les extraits des jugements, arrêts de condamnation, arrêts de libération et autres pièces concernant les transférés. Il doit aussi leur remettre les sommes d'argent, bijoux et autres valeurs appartenant aux transférés; il y sera joint un état détaché du registre spécialement tenu à cet effet, et décharge sera donnée au gardien-chef.

Il est interdit au gardien-chef de laisser partir tout condamné en état de maladie grave.

Les femmes en état de grossesse dûment constaté par le médecin seront maintenues dans les prisons départementales.

Il en sera de même des femmes auxquelles sera laissé, sur avis du médecin, l'allaitement de leur enfant.

Même après sevrage, les enfants pourront être laissés, jusqu'à l'âge de quatre ans, aux soins de leurs mères qui, dans ce cas, seront également maintenues dans les prisons départementales.

Décès des détenus.

ART. 10. — En cas de décès d'un détenu, le gardien-chef en fait mention en marge de l'acte d'écrou. Conformément à l'article 84 du code civil, il en donne avis au maire, qui fait dresser état des effets, papiers, argent, etc., laissés par le défunt. Le gardien-chef doit joindre à sa déclaration l'indication du dernier domicile du détenu.

Il informe, en outre, l'autorité judiciaire du décès de tout prévenu ou accusé.

Suicides. — Morts violentes.

ART. 11. — S'il s'agit d'un suicide ou d'une mort violente, le gardien-chef, indépendamment du rapport qu'il doit adresser au préfet ou au sous-préfet et au directeur, est tenu de provoquer immédiatement l'intervention de la police judiciaire selon les termes des articles 48, 49 et 50 du code d'instruction criminelle.

Premiers gardiens.

ART. 12. — Dans les établissements où le personnel comprend un ou plusieurs premiers gardiens, les attributions de ces agents sont déterminées par l'arrêté de nomination.

Gardiens ordinaires. — Subordination. — Service.

ART. 13. — Les gardiens ordinaires sont placés immédiatement sous les ordres du gardien-chef, et doivent se conformer exactement à ses prescriptions.

Dans chaque établissement, leur service est réglé par un arrêté du préfet rendu sur la proposition du directeur de la circonscription et approuvé par le ministre.

Logement des gardiens.

ART. 14. — Les gardiens ordinaires, autres que les gardiens portiers, ne sont pas logés à l'intérieur des prisons; mais ils peuvent l'être, s'il y a lieu, avec leurs familles, dans les bâtiments annexes situés à l'extérieur de la détention.

Surveillantes. — Service du quartier des femmes.

ART. 15. — Les quartiers occupés par les femmes ne peuvent être surveillés que par des personnes de leur sexe, chargées des mêmes fonctions que les gardiens remplissent dans les quartiers affectés aux hommes.

Dans les prisons où la population moyenne ne dépasse pas dix détenues, les fonctions de surveillante sont confiées, avec l'autorisation du préfet et l'approbation du ministre, soit à la femme ou à une parente du gardien-chef en exercice, soit encore à la femme d'un gardien ordinaire.

Dans les prisons où l'effectif moyen est de dix à vingt femmes détenues, il pourra être créé un emploi de surveillante-adjointe, qui sera donné de préférence à la femme d'un gardien ordinaire.

Dans les établissements de plus grande importance, la surveillance est exercée par des surveillantes spéciales, suivant les conditions déterminées par un arrêté du préfet, approuvé par le ministre.

Interdiction relative au quartier des femmes.

ART. 16. — Les surveillantes reçoivent, comme les gardiens, les ordres du gardien-chef. A moins de circonstances extraordinaires dont il sera rendu compte au préfet ou au sous-préfet et au directeur de la circonscription, le gardien-chef est le seul des préposés de surveillance qui ait le droit d'entrer dans le quartier des femmes.

Port de l'uniforme.

ART. 17. — Le gardien-chef et les gardiens sont tenus de porter constamment, dans l'exercice de leurs fonctions, l'uniforme réglementaire.

Prohibition de tout service extérieur ou étranger à la fonction.

ART. 18. — Le gardien-chef et les gardiens étant exclusivement préposés à la surveillance et au service intérieur de la prison, n'en doivent jamais être détournés, pour aucun motif, et notamment pour aucun service extérieur.

Ils ne peuvent non plus exercer aucune autre fonction.

Permissions de sortie et congés.

ART. 19. — Les gardiens ordinaires peuvent être autorisés à s'absenter momentanément, et pendant quarante-huit heures au plus, en vertu d'une décision du directeur, ou en cas d'urgence, du préfet ou du sous-préfet, s'il s'agit d'une prison hors du lieu de résidence du directeur.

Les gardiens-chefs ne peuvent s'absenter qu'en vertu d'un congé, délivré par le préfet pour quinze jours et, par le ministre, pour une durée plus longue.

Prohibitions imposées à tous les employés et agents.

ART. 20. — Il est interdit à tout employé, gardien ou préposé :
D'occuper les détenus pour son service particulier et de se faire assister par eux dans son travail, sauf les cas spécialement autorisés ;

De recevoir des détenus ou des personnes agissant pour eux, aucun don, prêt ou avantage quelconque; de se charger pour eux d'aucune commission et d'acheter ou vendre pour eux quoi que ce soit ;

D'user, à leur égard, soit de dénominations injurieuses ou de langage grossier, soit du tutoiement ou d'entretiens familiers ;

De manger ou boire avec les détenus ou avec les personnes de leur famille, leurs amis et visiteurs. Cette prohibition s'applique à l'égard des détenus pour dettes, que les gardiens n'admettront, en aucun cas, non plus que les autres, à prendre leurs repas dans leur logement ;

De faciliter ou tolérer toute transmission de correspondances, tous moyens de communication irrégulière des détenus entre

eux ou avec le dehors, ainsi que toute introduction d'objets quelconques hors des conditions et cas strictement prévus par les règlements, et particulièrement des objets de consommation, vivres, boissons, etc. ;

D'agir de façon directe ou indirecte auprès des détenus, prévenus ou accusés, pour influencer sur leurs moyens de défense et sur le choix de leur défenseur ;

De provoquer ou faciliter, par faveur ou autrement, la prolongation de séjour dans la prison des détenus politiques qui doivent être transférés.

Tous contrevenants à ces prohibitions seront passibles, selon les cas, de diverses peines disciplinaires, sans préjudice des poursuites auxquelles il y aurait lieu par application de l'article 477 du code pénal.

Contraventions aux règlements. — Punitions disciplinaires.

ART. 21. — Tous gardiens et surveillants qui commettraient ou faciliteraient une contravention aux dispositions du règlement général ou de l'arrêté réglant le service de garde et de surveillance, encourraient, selon la gravité des cas, les punitions disciplinaires suivantes : la réprimande avec ou sans mise à l'ordre du jour, la mise aux arrêts, la retenue de partie du traitement, la suspension des fonctions, la rétrogradation de grade ou de classe, la révocation.

La réprimande et la mise aux arrêts pour moins de quinze jours sont infligées par le directeur de la circonscription. Les autres punitions sont prononcées par le préfet, sur la proposition du directeur et sous réserve de l'approbation du ministre.

ART. 22. — Tout employé, gardien ou préposé qui se sera mis en état d'ivresse encourra la destitution.

Responsabilité en cas de dégâts.

ART. 23. — Les gardiens sont responsables des dégradations, dommages et dégâts de toute nature commis par les détenus, lorsqu'ils ne les ont pas signalés sur-le-champ au gardien-chef.

La même responsabilité incombe au gardien-chef qui a négligé de signaler les faits au directeur.

Responsabilité en cas d'évasion.

ART. 24. — Les gardiens sont responsables des évasions impu-

tables à leur négligence, sans préjudice des poursuites dont ils seraient passibles par application des articles 237 et suivants du code pénal.

CHAPITRE III

DISCIPLINE ET POLICE INTÉRIEURE DE LA PRISON

Contrôle et visites des représentants de l'autorité.

ART. 25. — Indépendamment des visites que les commissions de surveillance devront faire, conformément au règlement de leur institution, et de celles qui incombent aux préfets et aux directeurs, les sous-préfets feront, au moins une fois par mois, une visite spéciale dans les prisons du chef-lieu de leur arrondissement. Ils rendront compte de leurs observations aux préfets.

Uniformité de la règle.

ART. 26. — Hors les cas prévus par le présent règlement aucune dérogation quelconque ne pourra être apportée à l'uniformité de la règle à laquelle les condamnés doivent être généralement et indistinctement soumis.

Catégories diverses de détenus.

ART. 27. — Les détenus, prévenus, accusés et condamnés occupent des locaux séparés, selon la catégorie à laquelle ils appartiennent.

Les prévenus et les accusés se trouvant en prison pour la première fois seront autant que possible isolés de ceux qui ont des antécédents judiciaires.

Les prisonniers de passage seront placés dans des chambres séparées, et ne pourront en aucun cas communiquer avec les autres détenus.

Il en sera de même des condamnés en matière de simple police et des militaires ou marins.

Les condamnés criminels et les condamnés correctionnels à plus d'un an d'emprisonnement resteront, jusqu'à leur transfert à la maison centrale de force ou de correction ou au dépôt des forçats, dans la maison d'arrêt ou de justice où ils étaient lors de leur condamnation. Ils y seront séparés des autres détenus.

Dans chacune des catégories ci-dessus, les détenus des deux sexes seront complètement et constamment séparés.

Les prisonniers d'une même catégorie pourront seuls être admis ensemble dans le même préau et le même atelier.

Lorsqu'il n'existera pas de préaux distincts pour chaque catégorie de détenus, les heures de promenades devront être alternées de manière à ce que les préaux servent tantôt à l'une, tantôt à l'autre des catégories.

Séparation des catégories.

ART. 28. — Dans les établissements dont l'état actuel ne permettrait pas de séparer toutes les catégories, comme il vient d'être dit à l'article précédent, les détenus devront, autant que possible, être isolés par groupes distincts, dans l'ordre ci-après déterminé :

- 1° Prévenus et accusés sans antécédents judiciaires ;
- 2° Condamnés en matière de simple police ;
- 3° Passagers ;
- 4° Prévenus et accusés ayant des antécédents judiciaires ;
- 5° Condamnés correctionnels à moins d'un an n'ayant subi qu'une condamnation ;
- 6° Autres condamnés correctionnels à moins d'un an ;
- 7° Condamnés correctionnels ou criminels à destination des maisons centrales, sans préjudice de ce qui est dit plus loin à l'égard des jeunes détenus.

Isolement des jeunes détenus.

ART. 29. — Tout détenu âgé de moins de seize ans doit être complètement séparé, le jour et la nuit, de tous détenus adultes.

Les enfants jugés par application des articles 66, 67 et 69 du code pénal, qui ne sont détenus que pour moins de six mois, et ceux qui attendent leur transfèrement dans un établissement d'éducation correctionnelle, doivent toujours être enfermés dans des chambres ou quartiers spéciaux, des maisons d'arrêt, de justice ou de correction, soit à l'isolement individuel, soit plus de deux ensemble s'il y a impossibilité de les laisser seuls.

Isolement et régime des enfants détenus par voie de correction paternelle.

ART. 30. — Les mineurs enfermés par voie de correction paternelle, conformément aux articles 375 et suivants du code civil, seront placés dans des quartiers spéciaux des maisons d'arrêt, de justice et de correction et devront être maintenus à l'isolement de jour et de nuit.

Il est procédé, en ce qui concerne les frais de nourriture et d'entretien de ces mineurs comme à l'égard des détenus pour dettes envers les particuliers en matière de faillites.

Ordre de détention des mineurs en correction paternelle.

ART. 31. — Il ne sera fait aucune mention sur les registres états et écritures concernant la population détenue et les services de l'entreprise, de la présence à la prison des mineurs enfermés par voie de correction paternelle (art. 378 du code civil.)

Le gardien-chef justifiera de la légalité de la détention en produisant l'ordre même d'arrestation, délivré ou renouvelé par le président du tribunal civil.

Règles disciplinaires applicables aux détenus pour dettes.

ART. 32. — Les détenus pour dettes envers l'Etat, en matière criminelle ou correctionnelle, sont soumis aux mêmes règles disciplinaires que les condamnés. Néanmoins, ils ne sont pas astreints au travail ni au port du costume pénal.

Les détenus pour dettes, en matière de simple police et en matière de faillites, sont soumis aux mêmes règles disciplinaires que les prévenus et les accusés.

Obéissance.

ART. 33. — Les détenus doivent obéir aux fonctionnaires ou agents ayant autorité dans la prison, en tout ce qu'ils leur prescrivent pour l'exécution des règlements.

Fouilles.

ART. 34. — Tous les détenus doivent être fouillés à leur entrée dans la prison, et chaque fois qu'ils seront extraits de la prison, menés à l'instruction ou à l'audience et ramenés à la

prison. Ils pourront être également fouillés pendant le cours de leur détention aussi souvent que le directeur ou le gardien chef le jugera nécessaire.

Les femmes ne pourront être fouillées que par des personnes de leur sexe.

Argent et valeurs.

ART. 35. — Il ne sera laissé aux détenus ni argent, ni bijou, sauf les bagues d'alliance, ni valeurs quelconques.

Les sommes dont ils seraient porteurs à leur entrée dans la maison, ainsi que les bijoux et valeurs quelconques, seront déposés entre les mains du gardien chef, ou rendus à leurs familles avec leur assentiment.

Il est immédiatement passé écriture, au compte du déposant, des sommes ou des valeurs consignées sur les registres désignés en l'article 5, paragraphe 2.

L'argent déposé au moment de l'incarcération, ou versé ultérieurement en leur nom, peut être intégralement employé, sur autorisation spéciale par les détenus pour achats d'aliments supplémentaires ou pour autres dépenses autorisées en vertu du présent règlement.

Objets saisis ou trouvés.

ART. 36. — Tous les objets apportés ou envoyés du dehors aux détenus doivent être visités.

En conséquence, à l'exception des personnes ayant autorité dans les prisons, des avocats et officiers ministériels agissant dans l'exercice de leurs fonctions, tous les visiteurs devront soumettre à l'examen du gardien de service les objets qu'ils désireraient remettre aux détenus.

Il sera donné connaissance à l'autorité administrative, et, s'il y a lieu, à l'autorité judiciaire, des objets ainsi retenus qui auraient été trouvés sur les détenus, envoyés du dehors ou apportés par des visiteurs.

Chants, cris, etc. — Règle du silence.

ART. 37. — Tous cris et chants, interpellations et conversations à voix haute, toute réunion en groupes bruyants, et généralement tous actes individuels ou collectifs de nature à troubler le bon ordre, sont interdits aux détenus, à quelque catégorie

qu'ils appartiennent. Il en est de même de toutes réclamations, demandes ou pétitions à présenter de façon collective.

Les condamnés sont astreints, en outre, à la règle du silence sauf les exceptions nécessitées par les besoins du service ou par le travail dans les ateliers.

Promenades dans les cours et préaux.

ART. 38. — Dans les établissements où le nombre des détenus la disposition et la dimension des cours ou préaux l'exigeront pour la surveillance et le bon ordre, la promenade réglementaire pourra être organisée par files individuelles, à distances ou intervalles marqués, afin d'empêcher toute confusion, ou selon tel mode analogue qui sera jugé nécessaire, à charge d'en référer par les gardiens-chefs au directeur et par le directeur au préfet. En aucun cas, les prévenus et les accusés ne pourront être astreints à la promenade.

Jeux.

ART. — 39. — Les jeux de toute sorte sont interdits. Les exercices qui seraient reconnus nécessaires à la santé des détenus pourront être autorisés par le ministre, sur la proposition du préfet.

Dons, trafics et échange de vivres.

ART. 40. — Tout don, trafic ou échange de vivres ou boissons entre les détenus est interdit.

Service d'ordre et de propreté.

ART. 41. — Chaque détenu est obligé de faire son lit et d'entretenir sa chambré ou la place qui lui est réservée au dortoir dans un état constant de propreté.

Les ateliers, réfectoires, dortoirs et corridors, et en général les locaux d'un usage commun à tous les détenus d'une même catégorie, sont balayés et lavés par les condamnés désignés, à cet effet, par le directeur ou le gardien-chef.

Instruments dangereux, — Rasoirs.

ART. 42. — Sauf l'autorisation spéciale délivrée par le directeur, les détenus ne pourront garder à leur disposition aucun instrument dangereux, notamment les rasoirs.

Dortoirs.

ART. 43. — Dans les maisons où existeront des locaux pouvant être affectés spécialement à la réunion des détenus pendant le jour, l'entrée des dortoirs leur sera interdite entre le lever et le coucher.

Appels.

ART. 44. — L'appel des détenus sera fait une fois au moins par jour, à des heures variables, ainsi qu'aux heures de lever et de coucher.

Le gardien-chef et les gardiens de service dans chaque quartier doivent, en outre, s'assurer fréquemment de leur présence au moyen d'un pointage, et en opérant le contrôle à l'aide d'une liste nominative établie par dortoir et par atelier.

Rondes de nuit.

ART. 45. — Le nombre des rondes de nuit et le mode de contrôle de ces rondes seront déterminés, pour chaque établissement, par le directeur de la circonscription, sans préjudice des mesures exceptionnelles à prendre lorsque l'établissement renfermera des détenus dangereux.

Visites dans l'intérieur de l'établissement.

ART. 46. — Aucune personne étrangère au service ne peut être admise à visiter une maison d'arrêt, de justice et de correction, qu'en vertu d'une autorisation spéciale délivrée par le ministre de l'intérieur ou par le préfet.

Parloirs. — Visites aux détenus.

ART. 47. — Les permis de visiter les détenus sont délivrés par l'autorité administrative, sauf la nécessité du visa du juge d'instruction ou du président des assises pour les prévenus et les accusés, et sous réserve des droits conférés par la loi à l'autorité judiciaire.

Tout permis régulièrement délivré et présenté au gardien-chef aura le caractère d'ordre, auquel il devra déférer, sauf à surseoir si les détenus sont matériellement empêchés ou en punition et en quelque circonstance exceptionnelle l'oblige à référer préalablement à l'autorité supérieure.

Sauf le cas d'autorisation écrite accordée par le ministre, le préfet et le sous-préfet et sous réserve des droits conférés à l'autorité judiciaire, en ce qui concerne les prévenus et les accusés, les visiteurs ne seront admis à communiquer avec les détenus qu'au parloir ou dans la salle en tenant lieu, et en présence des gardiens.

Les détenus de sexes différents ne pourront être admis en même temps au parloir. Même prohibition est applicable aux détenus appartenant à des catégories diverses.

Les prévenus, les accusés, les détenus pour dettes en matière de faillite, pourront recevoir des visites tous les jours; les condamnés deux fois seulement par semaine. Les jours de visite pour les condamnés, la durée et l'heure des visites pour tous détenus sont fixés par une décision préfectorale.

Il ne sera permis, en aucun cas, à des détenus de manger ou de boire avec des visiteurs.

Parloir des avocats.

ART. 48. — Les avocats et les officiers ministériels, agissant dans l'exercice de leurs fonctions, communiquent avec les détenus soit dans un parloir spécial, soit dans le local qui en tiendra lieu.

*Facilités accordées aux prévenus et accusés.
Tableau des avocats.*

ART. 49. — Toutes communications et toutes facilités compatibles avec les dispositions du présent règlement seront accordés aux prévenus et aux accusés pour leurs moyens de défense et le choix de leur défenseur. A cet effet, la liste des avoués de l'arrondissement et le tableau des avocats inscrits dans le département demeureront affichés dans les préaux ou quartiers affectés à cette catégorie de détenus.

Correspondance des détenus.

ART. 50. — Sauf autorisation spéciale, en cas exceptionnels ou imprévus dont il serait rendu compte au directeur par le gardien-chef, les condamnés ne seront admis à écrire des lettres qu'une fois par semaine, et de préférence le dimanche. Les prévenus et les accusés pourront écrire chaque jour. Toutes les lettres seront placées sous enveloppe, sans signe extérieur, à l'adresse du destinataire.

La correspondance, à l'arrivée et au départ, sera lue et visée par le directeur ou le gardien-chef, à l'exception des lettres que les détenus adressent à l'autorité administrative ou à l'autorité judiciaire, aux avocats ou aux avoués chargés de leur défense. Les lettres écrites ou reçues par les prévenus et les accusés seront, en outre, communiquées, selon les cas, au procureur de la République, au juge d'instruction et au président des assises.

Les lettres que les détenus écrivent aux autorités administratives et judiciaires doivent être remises au directeur ou au gardien-chef, mais non placées sous enveloppes, — et enregistrées sur le registre spécial, dans les conditions déterminées par les instructions ministérielles.

En aucun cas et sous aucun prétexte, l'envoi à destination des dites lettres ne pourra être retardé.

Dégâts. — Retenues sur le pécule.

ART. 51. — Sont considérés comme dégâts et dommages entraînant réparation pécuniaire toutes détériorations, souillures et dégradations quelconque produites, soit sur les diverses parties de l'immeuble, soit sur des meubles ou objets mobiliers, ainsi que tous dessins, inscriptions et marques de toute nature.

Il est statué par le préfet sur l'évaluation des dommages et sur le chiffre de la réparation pécuniaire, après rapport du directeur, en tenant compte des circonstances de fait et de la conduite habituelle du détenu.

Dans les cas prévus au présent article, les retenues à opérer sur l'ensemble du pécule seront déterminées également par le préfet, sur la proposition du directeur.

Peines disciplinaires.

ART. 52. — Les infractions au règlement sont punies, selon les cas, des peines disciplinaires ci-après spécifiées :

La réprimande ;

La privation de cantine et, s'il y a lieu, de l'usage du vin ;

La suppression des vivres autres que le pain pendant trois jours consécutifs au plus, la ration de pain pouvant être augmentée, s'il y a lieu ;

La mise en cellule de punition pendant un temps qui ne devra pas dépasser quinze jours, sauf autorisation spéciale du préfet.

Le tout sans préjudice de la mise aux fers, dans les cas prévus par l'article 614 du code d'instruction criminelle.

Le directeur pourra, en outre, suspendre, selon les cas et dans telle mesure qu'il appartiendra :

L'usage de la promenade pendant trois jours consécutifs au plus ;

L'usage de la lecture pendant une semaine au plus, mais seulement lorsqu'il y aura eu lacération, détérioration ou emploi illicite des livres ;

La correspondance, pendant deux semaines au plus ;

Les visites, pendant un mois au plus.

Les peines disciplinaires ci-dessus spécifiées seront applicables aux prévenus et accusés, ainsi que les restrictions mentionnées plus haut, en ce qui concerne l'usage de la promenade et de la lecture.

Ils ne pourront être privés de la correspondance et des visites qu'en cas d'abus de l'exercice de ces facultés, sur autorisation du préfet et sauf leur droit, toujours maintenu, d'écrire aux autorités et à leur défenseur.

L'usage du tabac pourra, lorsqu'il y aura lieu, être interdit aux prévenus et aux accusés.

Toutes les punitions ou restrictions ci-dessus énumérées sont prononcées par le directeur ou le gardien-chef, à charge par celui-ci d'en rendre immédiatement compte au directeur dans son rapport du jour.

CHAPITRE III

RÉGIME ET TRAVAIL DES DÉTENUS

Régime des détenus.

ART. 53. — La composition du régime alimentaire des prisonniers, dans les maisons d'arrêt, de justice et de correction, est fixée par le cahier des charges.

Le nombre des repas est de deux par jour. En toute saison, le repas du matin aura lieu à 9 heures et celui du soir à 4 heures.

Vivres supplémentaires.

ART. 54. — Le prix des vivres supplémentaires sera fixé d'après un tarif arrêté périodiquement par le préfet, sur la demande de l'entrepreneur et l'avis du directeur de circonscription.

Ce tarif devra rester constamment affiché dans les ateliers et les réfectoires; il sera divisé en deux parties: l'une indiquant les vivres destinés aux prévenus, et l'autre les vivres dont la consommation est permise aux condamnés.

Les prévenus et accusés peuvent, chaque jour, acheter 500 grammes de pain de toute qualité, deux portions de viande ou de poisson, des légumes, fruits et autres aliments dont l'usage est autorisé dans la prison, 75 centilitres de vin, ou un litre de bière ou de cidre.

Les condamnés ne peuvent acheter que 500 grammes de pain de ration, une portion de légumes, œufs, lait, beurre ou fromage, et, trois fois par semaine, une ration de ragoût ou de fruits, suivant la saison.

Faculté laissée aux prévenus et accusés.

ART. 55. — Les prévenus et accusés ont la faculté de renoncer aux vivres ordinaires et supplémentaires de la prison, et de faire venir du dehors pour leur nourriture, par jour: du pain à discrétion, une soupe, deux plats ou portions soit de viande, soit de poissons, légumes, œufs, beurre, fromage, lait ou fruits, 75 centilitres de vin ou un litre de bière ou de cidre.

Régime des détenus pour dettes.

ART. 56. — Les détenus pour dettes, dans les cas déterminés par la loi, sont assimilés, en ce qui concerne le régime alimentaire, aux prévenus et accusés. Toutefois, la dépense en vivres supplémentaires ne pourra dépasser le montant de la consignation alimentaire.

Les débiteurs de l'État pour crimes, délits ou contraventions de droit commun, sont soumis au régime des condamnés.

Boissons.

ART. 57. — L'usage du vin, du cidre, de la bière et généralement de toute autre boisson spiritueuse ou fermentée est expressément interdit aux condamnés valides.

Toutefois, ils pourront, sur le produit de leur travail et en récompense de leur bonne conduite, être autorisés à se procurer une ration de vin qui ne pourra jamais dépasser 30 centilitres par jour, une ration de bière ou de cidre de 50 centilitres au plus.

Néanmoins, le ministre pourra, pour raison d'hygiène, et notamment dans les prisons de la Seine, autoriser l'usage du vin aux frais du condamné, et en dehors du produit de son travail, dans une proportion qui ne pourra excéder 60 centilitres.

L'usage de l'eau-de-vie et des liqueurs spiritueuses est interdit aux prévenus et aux accusés comme aux condamnés.

Tabac.

ART. 58. — L'usage du tabac sous toutes les formes est interdit aux condamnés et aux jeunes détenus.

Il peut être retiré exceptionnellement aux prévenus et accusés par décision ministérielle, rendue sur la proposition du directeur et l'avis du préfet, notamment lorsque la disposition des locaux ne permet pas de les séparer complètement des condamnés ou lorsqu'il y a danger d'incendie.

Vêtements des prévenus et accusés.

ART. 59. — Les prévenus et accusés conserveront leurs vêtements personnels, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné par l'autorité administrative, à titre de mesure d'ordre ou de propreté, ou par l'autorité judiciaire, dans l'intérêt de l'instruction.

Ils pourront également faire venir du dehors et à leurs frais les vêtements dont ils auront besoin.

Port du costume pénal.

ART. 60. — Les individus condamnés à un mois de prison et au-dessous ne sont pas tenus de porter le costume pénal; ils pourront néanmoins le réclamer.

Les individus condamnés à plus d'un mois et à moins de trois mois de prison pourront conserver leurs vêtements personnels, à moins que l'exercice de cette faculté ne compromette les conditions d'ordre, de surveillance et de propreté dans l'établissement.

Les individus condamnés à trois mois et au-dessus sont tenus de porter le costume pénal, sauf le cas de dispense individuelle. La dispense ne pourra être accordée que par décision préfectorale, rendue sur l'avis de la commission de surveillance et la proposition du directeur.

Cette décision devra être notifiée par écrit et consignée par le gardien-chef sur le carnet d'ordre de service.

La dispense de porter le costume pénal est toujours révocable.

Composition du costume pénal.

ART. 61. — La composition du vêtement et des effets de lingerie de chaque condamné est fixée par le cahier des charges.

De même, le renouvellement et l'entretien en sont assurés dans les conditions déterminées par ledit cahier.

Vêtements supplémentaires.

ART. 62. — L'administration pourra permettre aux condamnés, pour raison d'hygiène et de santé, l'emploi de vêtements supplémentaires, à condition que l'aspect général du costume pénal n'en soit pas modifié.

Effets appartenant aux prévenus.

ART. 63. — Les effets appartenant aux détenus entrants sont lavés ou nettoyés, désinfectés, étiquetés, inventoriés et mis en magasin pour leur être rendus à leur sortie, le tout suivant les règles stipulées au cahier des charges.

Soins de propreté corporelle.

ART. 64. — Il sera donné un bain de corps à tous les détenus à leur entrée, sauf le cas de dispense individuelle, et chaque fois en outre que le médecin le jugera nécessaire.

Les détenus prendront un bain de pied tous les quinze jours.

La coupe des cheveux et de la barbe aura lieu conformément à l'article ci-après.

Cheveux et barbe.

ART. 65. — Les condamnés revêtus du costume pénal doivent être rasés une fois par semaine en hiver et deux fois en été, et les cheveux leur seront coupés tous les deux mois en hiver et tous les mois en été.

Toutefois le directeur ou le gardien-chef pourra accorder aux condamnés, dont la bonne conduite aura été constatée, l'autorisation de laisser croître leur barbe pendant les six semaines précédant leur sortie.

Lever et coucher.

ART. 66. — Chaque détenu doit occuper un lit séparé. Il est tenu de se déshabiller avant de se coucher. Néanmoins, l'usage du lit de camp est autorisé pour les passagers civils et militaires,

qui seront admis à conserver leurs vêtements et devront recevoir chacun une pailleasse.

Les heures de coucher et de lever sont fixées ainsi qu'il suit :

Lever :

En décembre, janvier et février à 6 heures et demie ;

En mars, avril, octobre et novembre, à 6 heures ;

En mai, juin, juillet, août et septembre, à 5 heures.

Coucher :

A 9 heures, du 1^{er} mai au 30 septembre ;

A 8 heures pendant le reste de l'année, lorsqu'il n'y aura pas d'atelier dans les prisons.

La durée des veillées est fixée par un arrêté préfectoral, sans quelles puissent se prolonger au delà de 10 heures du soir.

Dans les prisons où le travail du soir ne sera pas organisé régulièrement, la veillée sera consacrée de préférence soit à l'école soit à des lectures à haute voix ou à des conférences.

Objets de literie.

ART. 67. — Le coucher des prisonniers comprend : une couchette en fer, (sauf l'exception prévue à l'article 66), une pailleasse ou un matelas, un traversin en paille, une paire de draps, une couverture de coton en été et deux couvertures dont une de laine en hiver.

L'entretien et le renouvellement des divers objets de literie, ont lieu dans les conditions déterminées au cahier des charges.

Les hamacs ou les lits en bois qui restent encore en usage seront remplacés par des lits en fer au fur et à mesure de leur mise à la réforme.

Pistole.

ART. 68. — Les prévenus et les accusés, ainsi que les détenus pour dettes envers les particuliers, retenus par application de l'article 455 du code du commerce, pourront seuls louer de l'entrepreneur les meubles, linge et effets de literie, désignés sur un tarif de location, dit tarif de pistole, arrêté par le préfet sur la proposition du directeur.

La pistole ne sera autorisée qu'autant qu'une chambre de la prison aura pu être spécialement affectée à cette destination.

Chauffage et éclairage.

ART. 69. — Les moyens de chauffage et d'éclairage et les quantités de combustible à fournir par l'entreprise sont déterminés par le préfet, sur la proposition du directeur, et dans les conditions indiquées au cahier des charges.

Les dortoirs communs sont éclairés toute la nuit. Il en est de même des préaux et des chemins de ronde.

Travail des détenus.

ART. 70. — Des travaux sont organisés dans chaque prison, de manière à ne laisser oisif aucun condamné.

L'entrepreneur est tenu de procurer du travail à tous les condamnés de l'un et de l'autre sexe ; à son défaut l'administration peut y pourvoir d'office.

Les détenus pourront continuer dans la prison l'exercice de leur métier ou profession, s'ils se concilient avec l'hygiène, l'ordre la sûreté et la discipline.

Si l'industrie qu'ils exerçaient est organisée dans la prison, ils y seront employés aux conditions fixées par le tarif. Dans le cas contraire, le salaire de ceux qui seraient occupés par les maîtres ouvriers du dehors, sera versé entre les mains de l'agent faisant les fonctions de comptable ou de l'entrepreneur général des travaux pour être reparté entre le pécule de l'ayant droit et le Trésor ou ledit entrepreneur, suivant le mode de gestion des services de l'établissement.

Les condamnés qui travailleront pour leur propre compte seront tenus de payer une redevance équivalant à la somme dont le Trésor ou l'entreprise aurait profité s'ils avaient été employés à des travaux dans la prison ; cette redevance sera fixée par le préfet, sur l'avis de la commission de surveillance et la proposition du directeur, l'entrepreneur entendu.

Autorisation des travaux. — Fixation des tarifs de main-d'œuvre.

ART. 71. — Aucun genre de travail ne pourra être mis en activité avant qu'il ait été préalablement autorisé par le préfet ou le sous-préfet, en cas d'urgence, sur la demande de l'entrepreneur, l'avis du gardien-chef et la proposition du directeur.

Les tarifs de prix de main-d'œuvre sont réglés dans les mêmes formes.

Toutefois l'administration peut exiger, dans les maisons de correction dont l'effectif dépasse 100 condamnés, que ces tarifs soient préparés et arrêtés suivant les règlements en vigueur dans les maisons centrales.

Les tarifs de prix de main-d'œuvre doivent toujours rester affichés dans les ateliers.

Produit du travail des condamnés. — Pécule.

ART. 72. — Le produit du travail des condamnés est reparté par portions égales entre eux et l'État ou l'entrepreneur, suivant le mode de gestion des services de l'établissement.

La moitié des cinq dixièmes revenant aux condamnés sera mise en réserve pour l'époque de leur libération.

Il ne peut être opéré de prélèvement sur le pécule-réserve qu'avec l'autorisation écrite du directeur, en cas de nécessité dûment justifiée.

Le gardien-chef pourra, quand le directeur ne sera pas sur les lieux, autoriser les détenus à envoyer des secours à leurs familles sur leur pécule disponible.

Produit du travail des prévenus ou accusés et des détenus pour dettes.

ART. 73. — Les prévenus, les accusés et les détenus pour dettes seront employés, sur leur demande, aux travaux admis ou organisés dans la prison, sous réserve des dispositions de l'article 27.

Ils seront assujettis aux mêmes règles que les condamnés pour l'organisation et la discipline des ateliers, mais ils profiteront des sept dixièmes du produit de leur travail, et ils pourront en disposer intégralement, pendant leur détention, suivant les conditions déterminées au présent règlement.

CHAPITRE IV

HYGIÈNE ET SERVICE DE SANTÉ.

Organisation du service de santé.

ART. 74. — Le service de santé dans les maisons d'arrêt, de justice et de correction, comprend :

1° La visite des détenus portés comme malades ou indisposés ;

2° Le traitement des maladies des détenus et du personnel d'administration et de surveillance;

3° Les opérations médicales et chirurgicales, à moins de cas particulièrement graves;

4° Le contrôle des préparations alimentaires ou pharmaceutiques destinées à l'infirmerie;

5° L'inspection des différents locaux de la prison à des époques périodiques;

6° La visite des détenus de l'un et l'autre sexe à transférer, avec obligation de signaler au gardien-chef ceux pour lesquels il doit être sursis au transfèrement;

7° La tenue des écritures médicales.

Médecin chargé du service.

ART. 75. — Le médecin chargé du service de santé est nommé par le ministre.

En cas d'absence ou d'empêchement, il est remplacé par un médecin désigné par le préfet ou le sous-préfet.

Les fonctions de médecin de la prison sont incompatibles avec celles de maire et d'adjoint, ou de membre de la commission de surveillance.

Visite du médecin.

ART. 76. — Le médecin est tenu de faire chaque jour une visite dans la prison.

Les prévenus ou accusés mis au secret et les condamnés isolés ou punis doivent être visités au moins une fois par semaine, en présence du gardien-chef.

Écritures et prescriptions médicales.

ART. 77. — Les prescriptions du médecin faites à la consultation doivent toujours être constatées par écrit.

Celles qui concernent les malades en traitement à l'infirmerie doivent être consignées sur un registre spécial.

Les unes et les autres sont signées par le médecin et remises par les soins du gardien-chef à l'entrepreneur général ou au pharmacien chargé de la fourniture des médicaments.

Infirmerie de la prison. — Transfèrement à l'hôpital.

ART. 78. — Sauf le cas d'affections épidémiques ou contagieuses,

les détenus malades sont traités dans les chambres ou salles d'infirmerie de la prison.

S'il y a impossibilité d'établir dans la prison des salles d'infirmerie, les envois à l'hôpital doivent toujours être mentionnés par écrit sur le registre des prescriptions du médecin, avec indication précise de la maladie qui a motivé le transfèrement.

Les détenus transférés à l'hôpital sont traités dans une salle spéciale (loi du 4 vendémiaire an VI, art. 16, et décret du 8 janvier 1810, art. 12).

Le tarif du prix de journée de traitement sera arrêté d'avance entre la commission administrative de l'hospice et le préfet.

Le transfèrement à l'hôpital ne pourra avoir lieu que du consentement, savoir : du juge d'instruction, s'il s'agit d'un prévenu; du président des assises ou du président du tribunal civil, s'il s'agit d'un accusé, et du préfet et du sous-préfet, s'il s'agit d'un condamné ou d'un détenu pour dettes. L'autorisation de transfèrement sera délivrée par le maire.

Infirmiers.

ART. 79. — Le médecin est consulté au sujet des détenus proposés pour remplir l'emploi d'infirmiers.

Coucher des malades.

ART. 80. — Le coucher des malades comprend une couchette, une paille, un matelas, un traversin, un oreiller de plumes avec sa taie, une paire de draps de lit et deux couvertures; le tout conformément aux dispositions des cahiers des charges.

La paille des pailles sera renouvelée aussi souvent que le médecin le jugera nécessaire, mais en tout cas après chaque décès.

Le matelas sur lequel un détenu sera décédé sera rebattu, ainsi que le traversin.

Les toiles seront lavées ainsi que les couvertures.

Mobilier d'infirmerie.

ART. 81. — A chaque lit de malade devront être joints une table de nuit, une descente de lit, une chaise de paille, et, en outre, les menus objets mobiliers que comporte le soin des

malades, tels que planchette d'infirmier, pots à tisane, verres à boire, etc.

Nourriture des malades.

ART. 82. — La nourriture des détenus malades est fournie, sur les prescriptions du médecin, conformément aux stipulations des cahiers des charges. Cette nourriture ne pourra être donnée qu'à l'infirmier.

Vêtements des malades.

ART. 83. — Indépendamment du vêtement ordinaire, il devra être fourni à chaque malade une capote en droguet, deux paires de chaussettes de laine et une paire de sandales.

Inspection des locaux par le médecin.

ART. 84. — Le médecin visite les divers locaux de la prison, ateliers, dortoirs, lieux de punition, etc., au moins une fois par quinzaine.

Les résultats de son inspection doivent être constatés par écrits, et mentionnés aux registres médicaux.

Il indique les mesures de salubrité qu'il juge nécessaires, et le gardien-chef en réfère d'urgence au directeur de la circonscription.

Mesures destinées à prévenir les affections épidémiques et contagieuses.

ART. 85. — L'administration et le médecin se concerteront en vue des mesures propres à prévenir les affections épidémiques ou contagieuses.

En conséquence, il sera mis à la disposition de chaque détenu individuellement un gobelet à boire et une serviette ou essuie-mains; les linges à barbe ou à pansement ne serviront jamais qu'à un seul et même détenu.

Rapport annuel du médecin.

ART. 86. — A l'expiration de chaque année, le médecin fait un rapport d'ensemble sur l'état sanitaire de la population, ainsi

que sur les causes et les caractères des maladies qui ont atteint les détenus.

Ce rapport est adressé au préfet, qui le transmet à l'administration centrale avec les observations du directeur.

CHAPITRE V

ENSEIGNEMENT — CULTE

Service d'enseignement.

ART. 87. — Un service d'enseignement primaire sera organisé dans toutes les maisons de concentration; il pourra l'être également dans les autres prisons départementales.

Ce service sera confié, selon les cas, soit spécialement à un instituteur, soit au gardien-chef ou à tout autre agent désigné à cet effet.

Les condamnés âgés de moins de quarante ans, illettrés, sachant seulement lire ou imparfaitement écrire, seront astreint à recevoir cet enseignement.

L'enseignement devra être donné aux détenus au moins pendant une heure par jour.

Conférences.

ART. 88. — Il pourra être fait, en vue d'instruire et de moraliser les détenus, des conférences, soit par les fonctionnaires ou agents chargés de ce soin, soit par des personnes étrangères à l'administration, autorisées par le ministre, sur la proposition du préfet.

Dans ce dernier cas, les sujets à traiter devront être préalablement communiqués au directeur de la circonscription pénitentiaire, et soumis au préfet.

Lectures à haute voix.

ART. 89. — Il sera fait aux détenus des lectures à haute voix tous les dimanches et jours fériés, et pendant les veillées en cas de chômage.

Bibliothèques.

ART. 90. — Il y aura, dans chaque prison, une bibliothèque exclusivement composée des ouvrages figurant sur le catalogue

arrêté par le ministre, et de ceux dont une décision ministérielle aura autorisé l'introduction ou la donation.

Dans les établissements où le travail fonctionne régulièrement, des ouvrages seront mis à la disposition des détenus, sur leur demande, une fois au moins par semaine.

Tout détenu non occupé et en tout cas les prévenus et les accusés, recevront en communication des ouvrages chaque fois qu'ils en feront la demande.

Les autres prescriptions concernant le service de la bibliothèque sont déterminées par des instructions ministérielles.

Ministres et exercices des divers cultes.

ART. 91. — Dans les maisons d'arrêt, de justice et de correction, il est pourvu au service religieux par les soins des ministres des cultes reconnus par l'État auxquels appartiennent les détenus. Ces ministres, présentés par l'autorité religieuse compétente, seront agréés par décision du ministre de l'intérieur sur la proposition du préfet. Ils reçoivent une indemnité.

Le service religieux comprend les exercices de chaque culte; suivant les usages consacrés, et aux heures fixées par un arrêté du préfet.

Le prêtre ou le ministre chargé de ce service doit, en outre, l'assistance de son ministère à tous les détenus valides ou malades qui en feront la demande. Il ne pourra, en aucun cas, faire partie de la commission de surveillance.

L'entrée du local affecté à la célébration du culte est interdite à toute personne du dehors qui n'a point autorité dans la prison.

Assistance aux offices religieux.

ART. 92. — L'assistance aux offices religieux n'est pas obligatoire pour les détenus qui ont déclaré ne pas vouloir les suivre.

Servants du culte.

ART. 93. — Les servants du culte peuvent être choisis par le directeur ou le gardien-chef parmi les détenus, avec leur consentement, sur la proposition du ministre chargé du service religieux.

CHAPITRE VI

DISPOSITIONS SPÉCIALES

Dépôts et chambres de sûreté.

ART. 94. — Les chambres et dépôts de sûreté sont placés sous la surveillance du maire, qui devra veiller à leur bon état d'entretien et rendre compte au préfet de tous faits et incidents utiles à signaler.

Les préfets et sous-préfets seront également tenus de les visiter. L'inspection en sera faite par les directeurs, aussi souvent qu'il sera nécessaire, et ils en rendront compte aux préfets, dans les mêmes formes que pour les maisons d'arrêt, de justice et de correction.

Règlement particulier pour chaque prison.

ART. 95. — Par addition aux dispositions générales contenues dans le présent règlement, un arrêté du préfet, rendu après avis de la commission de surveillance, sur la proposition du directeur de la circonscription, déterminera les mesures d'ordre intérieur et de police locale et les détails de service qu'il sera nécessaire de prescrire dans chaque prison; cet arrêté sera soumis à l'approbation ministérielle.

Affichage du règlement général.

ART. 96. — Un extrait des articles 26, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 47, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 64, 65, 70, 71, 72, 73, 87, 90, 92, 93, 95, du présent règlement restera constamment affiché dans les divers quartiers des prisons.

Exécution du règlement général.

ART. 97. — Le présent règlement général est applicable à toutes les maisons d'arrêt, de justice et de correction où les détenus sont soumis au régime de l'emprisonnement en commun.

Les attributions conférées au préfet par le présent règlement sont exercées à Paris par le préfet de police.

Abrogation des dispositions antérieures.

ART. 98. — Sont abrogés le règlement général du 30 octobre 1841 et toutes les dispositions antérieures au présent règlement.

ART. 99. — Un règlement spécial déterminera les dispositions particulières applicables à tous individus condamnés pour faits politiques.

ART. 100. — Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris le 11 novembre 1885.

JULES GRÉVY.

Par le Président de la République:

Le ministre de l'intérieur;

H. ALLAIN TARGÉ.

PROPOSITION DE LOI

RELATIVE AU PARDON,
AU SURSIS A L'EXÉCUTION DES PEINES EN CAS DE PREMIER DÉLIT,
A L'EMPRISONNEMENT ET A L'AMENDE,

Présentée par MM. MICHAUX, SCHOELCHER, BÉRAL, MAZEAU,
NAQUET, TOLAIN, Sénateurs.

La loi pénale doit chercher, dans le traitement infligé au coupable, un moyen de protéger l'ordre, et de garantir la société contre le retour et la fréquence des méfaits. La punition doit, avant tout, servir à accroître la sécurité sociale, et il est clair qu'elle ne procure ces avantages qu'autant qu'elle exerce son action sur le coupable, au delà du temps durant lequel il est soumis à la coercition pénitentiaire.

C'est donc l'état moral du libéré qui constate l'efficacité de la peine. A part l'effet comminatoire, que la peur du châtement est appelée à produire sur tout le monde, et qu'on nomme l'effet préventif, la loi pénale a encore pour mission, quand la faute est commise et que le châtement est appliqué, de rendre le coupable moins enclin à mal faire.

Or, les criminalistes sont aujourd'hui d'accord que la prison, qui est comme la base même de notre système pénitentiaire, produit le plus souvent un résultat diamétralement opposé. — Subie en commun, elle est comme une sorte d'école du vice, où s'achève la dépravation du coupable, et où se recrute l'armée du mal. Elle fait des criminels; à la place d'un délinquant elle restitue souvent un scélérat. — Subie dans l'isolement, elle ne peut produire un effet de préservation sociale qu'autant qu'elle dure assez longtemps pour permettre à un système pénitentiaire moralisateur, d'entreprendre et d'accomplir le redressement moral du sujet. Et si ce temps nécessaire ne lui est pas accordé,